

**ANNONCE TRANSMISE**  
**AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE**  
**DATE D'ÉMISSION : 22/07/2019 - 14:05**

**CONTENU DE VOTRE AVIS**

**NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.**

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** Musée du quai Branly - Jacques Chirac

**Correspondant :** Mme Constance FOUGERE, Musée du quai Branly, 222 rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 01 56 61 70 00, télécopieur : 01 56 61 71 38, courriel : [Marches-publics@quaibrantly.fr](mailto:Marches-publics@quaibrantly.fr), adresse internet : <http://marches.quaibrantly.fr>, adresse internet du profil acheteur : <http://marches-publics.gouv.fr>

**Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

- Loisirs, culture et religion

**Objet du marché :** La présente consultation est un marché ayant pour objet une mission de maîtrise d'oeuvre technique pour la mise en sécurité incendie et l'aménagement de l'aire de livraison du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

**Catégorie de services :** 12

**Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :**

- Objet principal : 71000000

**Code NUTS :** FR101

**La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.**

**L'avis implique un marché public**

**Caractéristiques principales :**

- Des variantes seront-elles prises en compte : non
- Marché de maîtrise d'oeuvre technique pour la mise en sécurité incendie et l'aménagement de l'aire de livraison du musée du quai Branly - Jacques Chirac

**Prestations divisées en lots :** non

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :** français.

**Marché réservé :** Non

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :**

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

**Nombre de candidats :**

- Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue (procédure négociée, dialogue compétitif) : Recours à une procédure se déroulant en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier : NON

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

**Critères d'attribution :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

**Type de procédure :** Procédure adaptée

**Date limite de réception des offres :** 25 septembre 2019 à 17 h 00

**Délai minimum de validité des offres :** 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** 2019-MQB-02757-MA-00-00

**Renseignements complémentaires :** LA CONSULTATION EST DEMATERIALISEE. Les offres doivent être présentées sur support électronique via le site <https://www.marchespublics.gouv.fr>. Les offres remises en format papier (hors copie de sauvegarde) seront déclarées irrégulières et ne feront l'objet d'aucune régularisation.

#### **ETENDUE DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est passée en application de l'article R.2123-1 1 du Code de la commande publique (procédure adaptée ouverte).

#### **FORME DU MARCHE**

Le présent marché est mono attributaire, non alloti, conclu à prix global et forfaitaire uniquement dont le prix est détaillé dans la décomposition du forfait de rémunération du marché.

Il est composé d'une mission de base (AVP, PRO, ACT, VISA, DET, OPC, AOR) et d'une mission complémentaire décrites au CCP du marché.

#### **DUREE DU MARCHE**

Le marché démarre à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à la réception sans réserve des travaux. Les délais d'exécution des études sont mentionnés au CCP.

#### **QUESTIONS DES CANDIDATS SUR LE DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur pourra adresser des renseignements complémentaires aux entreprises au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des offres (délai compté à compter de la date d'envoi des renseignements aux candidats par le musée). Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire par écrit uniquement s'adressant en temps utiles afin que la personne publique puisse répondre au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres à l'adresse : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr) ou via la plateforme des achats de l'Etat.

Seule la date de réception par le musée du quai Branly - Jacques Chirac fait foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date. Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

#### **MODIFICATIONS DU DOSSIER DE CONSULTATION**

L'établissement public du musée du quai Branly- Jacques Chirac se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **VISITE OBLIGATOIRE DU SITE DU MUSEE**

La seule connaissance du site ne suffit pas.

Afin qu'ils puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par l'exécution du présent marché, les candidats devront visiter le site où seront exécutés les travaux. Cette visite est obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

Les candidats devront s'inscrire auprès de la Direction des moyens techniques et de sécurité à l'adresse suivante : [caf-dmts@quaibranly.fr](mailto:caf-dmts@quaibranly.fr) et devront se présenter munis d'une pièce d'identité au 222 rue de l'Université - Paris 7ème. Les visites seront possibles jusque six (6) jours avant la date de remise des offres.

Il sera délivré aux candidats, un certificat de visite qu'ils devront joindre à leur offre. Le candidat reconnaît avoir apprécié, du fait de cette visite, toutes les difficultés inhérentes au site.

#### **VARIANTES OBLIGATOIRE ET FACULTATIVE**

Le présent marché ne comporte aucune variante obligatoire (anciennement option) ou facultative au sens du droit interne de la commande publique.

#### **NEGOCIATION**

Après avoir procédé à l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur négociera avec le ou les candidats les mieux classés. La phase de négociation sera engagée par courriel à l'adresse que les candidats auront indiqué à l'article 1 ou 2 de l'acte d'engagement.

#### **ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Adéquation des capacités professionnelles à l'objet du marché : références, qualifications professionnelles ;
- Adéquation des capacités techniques à l'objet du marché : moyens matériels et humains ;
- Adéquation des capacités financières à l'objet du marché : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années).

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères d'attribution pondérés de la façon suivante :

- Critère n°1 : Prix (noté sur 40 points/100).

Le prix sera noté à partir de la Décomposition du forfait de rémunération et la répartition des honoraires entre les cotraitants selon la formule suivante :

Note = (Montant de l'offre la plus basse x 40) / (Montant de l'offre du candidat analysé).

-Critère n°2 : Valeur technique appréciée à l'aide du mémoire technique à remettre (notée sur 60 points/100) sous décomposée comme suit :

Sous-critère n°1 (30 points) : Pertinence de l'organisation et des moyens humains dédiés au marché, appréciée à partir d'une présentation détaillée :

- de l'organisation de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations,
- des compétences et des expériences (CV) des membres de l'équipe (des expériences et références dans le domaine courant fort, courant faible, CVC, désenfumage et sécurité incendie seront notamment appréciées) ;

Sous-critère n°2 (30 points): Pertinence de la note méthodologique montrant :

- la compréhension des enjeux et des contraintes de l'opération,
- les méthodes d'intervention pour ce projet pendant les phases d'études et de travaux (compte-tenu des contraintes d'exploitation du site, appréciée notamment sur la base d'une proposition d'organisation du chantier).

L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée à l'issue de la phase de négociation, sera retenue.

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 22 juillet 2019

**Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus** : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=440311&orgAcronyme=f5j>

**Instance chargée des procédures de recours** : Tribunal administratif de paris, 7, rue de jouy, 75181 Paris cedex 4, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours** : Greffe du tribunal administratif de paris, 7, rue de jouy, 75181 Paris cedex 4, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3422735**

### SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

**Marchés Online** Publication intégrale

**Département** : 75 - Paris

### DONNÉES DE FACTURATION

**Libellé de la facture** :

-

**Adresse d'expédition** :

-